



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL
CANADA

PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE ET LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

Transparency International Canada
Stratégie 2024-2030

Transparency International Canada est la principale organisation de lutte contre la corruption au Canada.

Nous sommes un membre du mouvement Transparency International, qui regroupe plus de 100 organisations à l'échelle mondiale.

Nous définissons la corruption comme l'abus du pouvoir reçu à des fins d'enrichissement personnel. Cette définition englobe la corruption dans les secteurs public et privé, au niveau tant local qu'international, ainsi que la corruption à petite et grande échelle et même la kleptocratie.

Notre objectif est de combattre la corruption au niveau systémique. Nous faisons avancer les politiques publiques par rapport à la lutte contre la corruption à l'échelle nationale et internationale en réalisant des recherches impartiales, en formulant des recommandations reposant sur des preuves et en prônant l'adoption de normes d'intégrité élevées par les gouvernements, les entreprises et la société civile. Nous améliorons les pratiques en offrant des possibilités de renforcement ciblé des capacités, des ressources et un soutien aux politiciens, aux fonctionnaires, aux entreprises et aux organisations de la société civile, et en faisant la promotion d'une culture d'intégrité dans chaque secteur. Nous encourageons la supervision publique en mobilisant et en éduquant activement

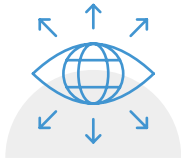
les membres du public à l'égard des causes et des répercussions de la corruption et en offrant notre soutien aux personnes qui se rallient à notre cause et en les faisant bénéficier de notre expertise.

Depuis 1996, Transparency International Canada revendique une plus grande transparence et une plus grande intégrité au sein de la démocratie et de l'économie du Canada. Nous avons mis en œuvre nombre d'initiatives, visant entre autres à plaider en faveur de la transparence de la propriété effective, à demander le renforcement de l'application de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers et à obtenir que des modifications soient apportées à la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes. Nous avons également analysé et souligné l'importance d'améliorer la transparence et la reddition de comptes dans le cadre du processus d'octroi de permis d'exploitation minière et de concessions minières et de la participation élargie du public aux évaluations environnementales. Par ailleurs, nos initiatives ont nourri le débat et contribué à faire adopter le cadre des accords de réparation.

Nous vous encourageons à vous joindre au mouvement d'éradication de la corruption et de promotion de l'intégrité. Vous pouvez faire du Canada un pays où la corruption n'a tout simplement pas sa place.



**Rejoignez le mouvement
en devenant membre dès maintenant
sur transparencycanada.ca**



NOTRE VISION

est un Canada où prévalent la transparence, l'esprit participatif et la justice et dans lequel la corruption n'a aucune prise sur les gouvernements, les entreprises, la société civile et la vie quotidienne des gens.



NOTRE MISSION

est de lutter contre la corruption et de faire la promotion d'une culture d'intégrité dans tous les secteurs de la société canadienne grâce à la recherche, à l'élaboration de politiques, au renforcement des capacités et aux efforts de sensibilisation.



NOS PRINCIPES

- Nous sommes **axés sur la collaboration**. Nous travaillons en collaboration avec les parties prenantes des gouvernements, de la société civile, des universités, des entreprises, des médias, du mouvement Transparency International et du public pour lutter contre la corruption et promouvoir l'intégrité.
- Nous nous **appuyons sur des preuves**. Nous nous engageons à nous appuyer sur des faits exacts et à faire preuve de rigueur empirique. Nos programmes, nos initiatives et nos efforts de promotion reposent sur une recherche exhaustive et une analyse approfondie.
- Nous sommes **axés sur la recherche de solutions**. Nous nous engageons à élaborer des solutions pratiques et efficaces pour relever les défis liés à la corruption.



NOS VALEURS

- Nous faisons preuve de **transparence** quant à notre objectif, aux motifs de nos actions et à la base des informations que nous diffusons.
- Nous **rendons des comptes** à nos membres, à nos partisans, à nos donateurs et à nos partenaires, conformément à nos valeurs et à nos pratiques.
- Nous élaborons nos programmes, nos activités et notre plaidoyer en tenant compte des perspectives de nos partenaires, mais en demeurant **indépendants**.



LE PROBLÈME

La corruption à l'échelle mondiale coûte des milliards de dollars, érode la confiance et compromet la capacité des États à tenir leurs promesses. La corruption peut entacher le processus décisionnel, que ce soit au sein des gouvernements ou des entreprises, et engendrer l'injustice. Elle est source de friction, nuit à notre volonté collective d'agir et affaiblit nos institutions publiques. La corruption est un enjeu transversal qui fragilise la bonne gouvernance, freine la croissance économique, contribue à la dégradation de l'environnement et exacerbe l'inégalité sociale et économique, la pauvreté, la division, les conflits et les crises.

De nombreux Canadiens considèrent que la corruption est un phénomène qui n'existe qu'ailleurs. Ils se trompent. Le Canada est devenu un paradis pour le blanchiment d'argent (communément appelé « *snow washing* ») et d'autres crimes transnationaux, des dizaines de milliards de dollars étant blanchis sur notre territoire chaque année.¹ Cet argent provient de nombreuses sources, y compris l'évasion fiscale, la fraude, la traite d'êtres humains, le trafic de drogues et le commerce illicite d'espèces sauvages.² Le fait de tolérer le blanchiment d'argent, en plus d'encourager ces crimes, a également des incidences désastreuses sur l'économie canadienne. En 2019 notamment, des experts ont estimé que les investissements financés au moyen de fonds blanchis ont fait grimper de 3,7 % à 7,5 % le prix des logements en Colombie-Britannique, ce qui a eu une incidence directe sur l'abordabilité du logement pour les résidents.³ La faible répression du crime financier au Canada a également attiré des groupes criminels organisés,

rendant nos collectivités moins sécuritaires et exacerbant une crise sanitaire aggravée par la crise des opioïdes.⁴

Nous assistons également à une érosion de la confiance envers nos fonctionnaires. Au cours des dernières années, le score du Canada dans l'indice de la perception de la corruption de Transparency International, qui mesure la perception de la corruption dans le secteur public, a chuté, de sorte que le pays se situe à présent derrière le peloton de tête des 10 pays les moins corrompus.⁵ En 2023, il a été révélé dans une enquête indépendante que le ministre des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario avait modifié le zonage de terrains protégés sur la base d'un processus « partial et opaque » qui a ouvert la porte à la promotion inappropriée des intérêts privés d'une poignée de promoteurs immobiliers ayant des liens avec des politiciens.⁶ Au cours de la même année, le Commissaire à l'éthique et à la déontologie du Québec a conclu que la ministre responsable de l'Habitation avait agi de façon à favoriser de manière abusive les intérêts privés d'une amie qui œuvrait dans le secteur immobilier.⁷

Le Canada a encore beaucoup à faire pour intégrer une culture d'intégrité dans les secteurs public et privé. Nous avons tous intérêt à nous assurer que notre économie et notre démocratie ne sont pas gangrenées par la corruption. Ensemble, nous pouvons faire du Canada un pays où le pouvoir est constamment mis au service du bien public. Il n'y a pas de temps (ni d'argent) à perdre.

¹ Le Service canadien de renseignements criminels, « Rapport public de 2020 sur le crime organisé au Canada » (2020), en ligne : https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/scrc-cisc/PS61-39-2020-eng.pdf.

² Voir le site du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), « Rapport annuel de 2022-2023 : Canadiens en sécurité, économie sûre », en ligne : <https://fintrac-canafe.canada.ca/publications/ar/2023/ar2023-fra.pdf>.

³ Groupe d'experts en blanchiment d'argent dans le secteur immobilier de la Colombie-Britannique, « Combatting Money Laundering in BC Real Estate » (2019) au para 57, en ligne : <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/housing-tenancy/real-estate-bc/consultations/money-laundering>.

⁴ Le Service canadien de renseignements criminels, « Rapport public sur le crime organisé au Canada » (2023), en ligne : https://publications.gc.ca/collections/collection_2024/scrc-cisc/PS61-39-2023-fra.pdf.

⁵ Voir Transparency International, « Canada », en ligne : <https://www.transparency.org/en/countries/canada>.

⁶ Bureau du commissaire à l'intégrité, « Rapport de J. David Wake, C.R. Commissaire à l'intégrité » (30 août 2023) au para 145, en ligne : <https://www.oico.on.ca/web/default/files/public/Commissioners%20Reports/French%20Reports/Rapport%20asd%20minister%20Clark%20-%2030%20août%202023.pdf>.

⁷ Commissaire à l'éthique et à la déontologie, « Rapport d'enquête de la commissaire à l'éthique et à la déontologie à la présidente de l'Assemblée Nationale » (29 November 2023) at para 78, online: <https://www.ced-qc.ca/fr/document/2423>.

NOTRE STRATÉGIE

Notre stratégie s'inspire de la stratégie mondiale de Transparency International pour 2030 « Pour un pouvoir qui rend des comptes ».⁸ Nos quatre objectifs stratégiques sont des domaines prioritaires dans le contexte canadien :

Nos quatre objectifs stratégiques sont des domaines dans le contexte canadien :



1. Stopper les flux d'argent sale



2. Inciter à l'intégrité en affaires



3. Protéger les ressources publiques



4. Assurer l'intégrité en politique

Ces quatre objectifs constitueront notre boussole et guideront nos actions jusqu'en 2030. Nous nous attendons à adapter et à ajuster notre approche en fonction de l'évolution des circonstances. Nous passerons en revue notre stratégie à la mi-parcours, soit en 2027, afin d'ajuster notre approche au besoin.

Nous nous appuyons sur le mouvement Transparency International en nous servant de ses points de vue mondiaux dans le cadre de nos initiatives à l'échelle nationale et en partageant les réussites et les défis de l'équipe canadienne sur la scène internationale, de façon à favoriser un flux bidirectionnel d'informations.

Nous menons à bien notre vision et notre mission au moyen de trois leviers stratégiques. Ces leviers sont interreliés et chacun d'eux contribue à notre impact.

LEVIERS STRATÉGIQUES



NOUS FAISONS AVANCER LES POLITIQUES PUBLIQUES à l'échelle nationale et internationale, en réalisant des recherches impartiales, en formulant des recommandations politiques reposant sur des preuves et en prônant l'adoption de normes d'intégrité élevées par les gouvernements, les entreprises et la société civile.



NOUS AMÉLIORONS LES PRATIQUES en offrant des possibilités de renforcement ciblé des capacités, des ressources et un soutien aux politiciens, aux fonctionnaires, aux entreprises et aux organisations de la société civile, et en faisant la promotion d'une culture d'intégrité dans tous les secteurs.



NOUS ENCOURAGEONS LA SUPERVISION PUBLIQUE en mobilisant et en éduquant activement les membres du public à l'égard des causes et des répercussions de la corruption et en offrant notre soutien aux personnes qui se rallient à notre cause et en les faisant bénéficier de notre expertise.

⁸ Transparency International, « Holding Power to Account – a Global Strategy Against Corruption 2021-2030 », en ligne : <https://www.transparency.org/en/publications/holding-power-to-account-a-global-strategy-against-corruption-2021-2030>.

UN: STOPPER LES FLUX D'ARGENT SALE

Le blanchiment d'argent, aussi appelé « *snow washing* », constitue un défi important que le Canada doit relever. Le Service canadien de renseignements criminels estime que de 45 à 113 milliards de dollars canadiens sont blanchis dans le pays chaque année.⁹ Le Canada est désormais au cœur d'un réseau mondial d'argent sale. Les blanchisseurs d'argent ont recours à des sociétés anonymes et à une structure de propriété des actifs opaque pour dissimuler et déplacer des fonds illicites. Ce phénomène, en plus de miner l'intégrité du système financier du Canada et sa réputation à l'étranger, stimule également les activités illicites, favorise la corruption au sein de la classe politique mondiale et les inégalités de revenu.

Notre objectif est de nous assurer qu'un cadre législatif et politique exhaustif est élaboré et appliqué au Canada pour stopper les flux d'argent sale. Pour ce faire, nous devons cibler les systèmes financiers occultes et les intermédiaires professionnels qui favorisent la corruption. Ce faisant, nous cherchons à démanteler les structures qui facilitent le blanchiment d'argent, à améliorer la transparence des transactions financières et à renforcer l'intégrité du système financier du Canada.

JUSQU'À
113
MILLIARDS \$
sont blanchis au Canada
chaque année



⁹ Le Service canadien des renseignements criminels, « Rapport public sur le crime organisé au Canada » (2020), en ligne : https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/scrc-cisc/PS61-39-2020-eng.pdf.

FAIRE AVANCER LES POLITIQUES PUBLIQUES



- Collaborer avec les partenaires de la coalition End Snow-Washing pour continuer à promouvoir un accès pancanadien à l'information sur la propriété effective. Nous plaiderons en faveur de l'adoption de lois sur la transparence de la propriété effective dans les provinces où de telles lois n'existent pas.
- Favoriser la mise en œuvre de mesures supplémentaires pour endiguer les flux d'argent sale, comme les ordonnances relatives à une richesse inexpliquée et autres procédures de confiscation civile, et les modifications aux lois pour accroître la transparence de la propriété effective des biens immobiliers.
- Faire la promotion de mécanismes de reddition de comptes qui ciblent les complices de la corruption, comme les intermédiaires professionnels.
- Faciliter le dialogue entre les ministères du gouvernement fédéral et la société civile à l'appui de l'élaboration de la politique de lutte contre le blanchiment d'argent.

AMÉLIORER LES PRATIQUES



- Collaborer avec les gouvernements qui ont adopté une loi sur les registres de la propriété effective pour s'assurer que ces registres sont interopérables, faciles à utiliser et accessibles gratuitement. Nous travaillerons en collaboration avec les gouvernements à la mise en place efficace de ces registres, y compris à la collecte de données fiables et à la prévention de la non-conformité.
- Surveiller la performance du Régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes du Canada et le respect des recommandations du Groupe d'action financière.

ENCOURAGER LA SUPERVISION PUBLIQUE



- Informer le public sur les causes et les incidences des flux d'argent sale au sein de l'économie canadienne.
- Réaliser et diffuser une recherche mettant en lumière les incidences du blanchiment d'argent sur des questions critiques, comme l'abordabilité du logement, l'intégrité environnementale et les inégalités économiques.
- Habilitier et encourager les groupes de la société civile, les universitaires, les membres de syndicats et les journalistes à utiliser les registres et les données sur la propriété effective pour mettre au jour la corruption et la dénoncer.

DEUX: INCITER À L'INTÉGRITÉ EN AFFAIRES

L'intégrité en affaires est cruciale dans une économie mondiale dans laquelle la corruption entrave la concurrence équitable et crée de l'incertitude. Le Canada a signé, il y a plus de 25 ans, la Convention sur la lutte contre la corruption de l'OCDE et, il y a près de 20 ans, la Convention des Nations Unies contre la corruption. La *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* est la pierre angulaire de la mise en œuvre par le Canada de la Convention sur la lutte contre la corruption de l'OCDE. Malgré les preuves d'inconduite de la part d'entreprises canadiennes, le Canada, en comparaison d'autres pays et tenant compte de la taille de l'économie canadienne, fait preuve de laxisme dans l'application de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*.¹⁰

Notre objectif est de plaider pour des améliorations continues au cadre réglementaire canadien de lutte contre la corruption et de veiller à ce que ce cadre soit adéquatement appliqué. Nous tentons également d'aider les entreprises canadiennes à intégrer une culture d'intégrité au sein de leurs activités à l'échelle tant nationale qu'internationale. Nous sommes tout particulièrement conscients des défis auxquels font face les petites et moyennes entreprises, lesquelles sont exposées à des risques importants de corruption, mais qui disposent de ressources limitées à affecter aux activités de lutte contre la corruption.



Photo: elementsenvato

AIRE AVANCER LES POLITIQUES PUBLIQUES



- Faire le suivi de la conformité du Canada aux conventions internationales de lutte contre la corruption, notamment la Convention sur la lutte contre la corruption de l'OCDE et la Convention des Nations Unies contre la corruption, et appuyer les réponses des gouvernements aux évaluations en vertu de ces conventions.
- Évaluer le bien-fondé des initiatives stratégiques et les modifications possibles aux lois susceptibles de favoriser la mise en œuvre de mesures d'intégrité proactives dans les activités des entreprises, comme l'absence de prévention et, le cas échéant, la promotion de ces initiatives.
- Plaider en faveur de règles de transparence plus contraignantes en matière de présentation de l'information ESG et dans les normes ESG.

AMÉLIORER LES PRATIQUES



- Utiliser notre capacité de rassemblement pour soutenir des activités multisectorielles de lutte contre la corruption.
- Plaider en faveur du renforcement de l'application de la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers*.
- Aider les entreprises à réaliser des analyses comparatives de leurs pratiques actuelles avec les normes sectorielles.
- Offrir des programmes de formation sur les risques de corruption et les meilleures pratiques en matière d'intégrité à l'intention du secteur des entreprises.
- Saluer les initiatives qui englobent l'intégrité et les comportements éthiques à titre de valeurs de base de la culture d'entreprise en remettant chaque année un prix de l'intégrité.

ENCOURAGER LA SUPERVISION PUBLIQUE



- Communiquer les causes et les incidences de la corruption par des acteurs canadiens pour sensibiliser le public à la nécessité d'adopter une conduite d'affaires éthique.
- Conclure des partenariats avec des organisations de la société civile qui travaillent dans des domaines connexes à l'intégrité en affaires (comme l'environnement, le développement international et les inégalités) afin de militer ensemble pour l'adoption de réglementations d'anti-corruption robustes et leur application effective.

¹⁰ Voir Transparency International Canada, « Bringing a 'Failure to Prevent' Offence to Canada » (novembre 2023), en ligne : <https://transparencycanada.ca/link-to-rplesearch-materials/wp-failuretopreventnov9>.

TROIS: PROTÉGER LES RESSOURCES PUBLIQUES

La gestion et la protection des ressources publiques sont essentielles au bien-être de notre société. Chaque année, les gouvernements canadiens dépensent des milliards de dollars en biens et services et octroient des milliers de permis et licences de valeur. La gestion corrompue des ressources publiques sape la confiance du public en l'État, fausse les marchés, augmente les coûts, freine le développement économique et affaiblit la protection environnementale.

Nous souhaitons que l'octroi de contrats publics, l'attribution de permis et l'émission de licences, ainsi que la prestation des services soient réalisés avec le plus haut niveau de transparence, de participation et d'équité, et dans l'intérêt du public. Cela permettra d'assurer que ces ressources sont utilisées efficacement pour le plus grand bien du public. Nous sommes tout particulièrement conscients des défis auxquels font face les municipalités, qui ont moins de ressources et de capacités pour mettre en place des mécanismes de surveillance robustes.

FAIRE AVANCER LES POLITIQUES PUBLIQUES



- Collaborer avec les organismes gouvernementaux et les organes de surveillance financière pour promouvoir des réglementations et des politiques qui garantissent que l'attribution, l'utilisation et le suivi des ressources publiques sont faits de façon transparente, participative et juste.
- Évaluer les processus de prise de décisions publiques (comme l'approvisionnement et les évaluations environnementales) pour veiller à la conformité aux normes de transparence et de reddition de comptes et pour plaider en faveur de réformes, au besoin.

AMÉLIORER LES PRATIQUES



- Exiger les normes les plus élevées de transparence, y compris l'application de normes concernant les données ouvertes sur des informations clés, comme les dépenses publiques, les données fiscales, les données foncières, la propriété des entreprises et des actifs, les permis gouvernementaux et d'autres ensembles de données pertinentes.
- Encourager les décideurs à utiliser les informations disponibles (p. ex. les données sur la propriété effective) pour évaluer l'intégrité du processus d'allocation de contrats et d'attribution de licences et de permis.

ENCOURAGER LA SUPERVISION PUBLIQUE



- Tirer parti de notre pouvoir de rassemblement pour diffuser les observations des organes de surveillance publique, soulignant l'importance de la supervision de la manière dont les ressources et les services publics sont gérés.
- Œuvrer avec les communautés, les organisations et les institutions garantes de l'intégrité pour détecter et dénoncer le détournement des ressources et les abus de pouvoir.

QUATRE : ASSURER L'INTÉGRITÉ EN POLITIQUE

Le maintien d'une démocratie robuste repose essentiellement sur l'intégrité des processus politiques. La corruption en politique peut considérablement porter atteinte aux valeurs démocratiques, éroder la confiance du public et biaiser l'élaboration des politiques en faveur de quelques-uns et au détriment du plus grand nombre. Les défis en la matière comprennent les conflits d'intérêts, l'influence induite d'intérêts particuliers et étrangers, l'absence de transparence du financement politique et le lobbying, et la protection insuffisante des lanceurs d'alerte. Ces questions peuvent fausser le processus démocratique et aboutir à l'élaboration de politiques qui ne reflètent pas les souhaits ou les besoins du public.

Notre objectif est de renforcer l'intégrité des processus politiques au Canada, en veillant à ce que les décisions politiques soient prises dans l'intérêt du public et soient exemptes d'influence excessive. En nous concentrant sur la prévention et la détection des conflits d'intérêts, en réduisant au minimum l'influence des intérêts particuliers et étrangers et en faisant la promotion de la transparence des processus politiques et de la participation à ceux-ci, nous visons à renforcer les assises de la démocratie canadienne.

FAIRE AVANCER LES POLITIQUES PUBLIQUES



- Réaliser une recherche pour repérer et comprendre les menaces actuelles et émergentes pour l'intégrité politique.
- Plaider en faveur de politiques qui réduisent l'influence des intérêts particuliers et étrangers dans la politique canadienne.
- Exiger des protections plus importantes pour les lanceurs d'alerte, qui jouent un rôle crucial dans la dénonciation de la corruption et des pratiques contraires à l'éthique.
- Plaider en faveur de l'amélioration des lois sur l'accès à l'information, en améliorant la transparence des activités gouvernementales.
- Appuyer les règles exigeant des processus de prise de décisions publiques transparents, participatifs et équitables, y compris les évaluations environnementales, les initiatives de planification urbaine et l'élaboration de politiques.

AMÉLIORER LES PRATIQUES



- Favoriser la mise en œuvre de solutions visant à améliorer l'accès, par les journalistes et le public, aux données sur le financement politique et les pratiques de lobbying, facilitant ainsi la détection et la prévention des conflits d'intérêts.
- Défendre et renforcer les contrôles des décisions publiques, en mettant l'accent sur la promotion du rôle important des organes de surveillance publique.

ENCOURAGER LA SUPERVISION PUBLIQUE



- Tisser des partenariats avec des organes de presse et des groupes de campagne afin d'utiliser efficacement les données pour soutenir la supervision publique de l'influence d'intérêts particuliers et étrangers dans la politique canadienne.
- Lancer des campagnes de sensibilisation du public sur l'importance de l'intégrité politique et sur la manière dont le public peut agir pour demander aux politiciens de rendre des comptes.

APPEL À L'ACTION

Notre combat contre la corruption appelle à des actions urgentes et décisives. Chaque secteur peut faire d'énormes pas en avant pour que le Canada devienne un pays où la corruption n'a tout simplement pas sa place. La promotion de la transparence et la lutte contre la corruption ne requièrent pas de connaissances d'experts. Chacun a son rôle à jouer.



GOUVERNEMENTS

- Adopter et mettre en œuvre les meilleures lois et politiques de lutte contre la corruption.
- Exercer une surveillance rigoureuse des fonds publics.
- Exiger des fonctionnaires qu'ils se conforment à des règles strictes sur les conflits d'intérêts.
- Créer un cadre institutionnel solide de lutte contre la corruption et le doter de ressources appropriées.
- Promouvoir la transparence robuste des processus gouvernementaux et la participation du public à ceux-ci.
- Collaborer avec des partenaires internationaux pour endiguer les flux financiers transnationaux illicites.



ENTREPRISES

- Adopter des politiques et des programmes de conformité en matière de lutte contre la corruption.
- Promouvoir une culture d'entreprise éthique.
- Réaliser régulièrement des audits et des analyses comparatives pour garantir l'alignement sur les meilleures pratiques.
- Établir des canaux protégés pour la dénonciation de la corruption, sans crainte de représailles.



GRAND PUBLIC

- Se tenir informé et exiger des leaders qu'ils rendent des comptes.
- Exiger la transparence et l'intégrité des gouvernements et des entreprises.
- Appuyer les efforts de lutte contre la corruption.



SOCIÉTÉ CIVILE

- Sensibiliser le public aux incidences de la corruption.
- Faire le suivi des activités du gouvernement et des entreprises.
- Plaider en faveur du renforcement des lois, des politiques et des pratiques de lutte contre la corruption.

4 façons de soutenir le mouvement anti-corruption au Canada :



Devenez membre pour rejoindre officiellement le mouvement



Faites un don pour nous aider à rétablir la confiance du public



Se porter volontaire pour soutenir notre mission



S'abonner à la newsletter

Photo: Tito Texidor III Unsplash

